

ultimatum

numéro spécial, semaine du 5 mars 2012

1 25 000
(EN DATE DU 5 MARS 2012)

BLOQUONSLAHAUSSE.COM

LE JOURNAL DE LA COALITION LARGE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (CLASSE)



UNE MANIFESTATION DE 8000 PERSONNES, ORGANISÉE PAR LA CLASSE ET LA TACEQ, A EU LIEU JEUDI LE 1ER MARS, DANS LES RUES DE QUÉBEC

CRÉDIT PHOTO: PAUL-ÉMILE AUGER

SAMUEL LESAGE, ÉTUDIANT EN PHILOSOPHIE

Ils et elles étaient 95 800 en grève générale illimitée le 1er mars, rejoints par 14 000 étudiants et étudiantes en grève pour cette journée. Entre 7000 et 8 000 d'entre elles et eux ont bravé le froid mordant de cette journée pour manifester à Québec et exprimer leur mécontentement devant le Parlement. Groupes syndicaux et formations politiques se sont joints aux protestations et à la colère de la communauté étudiante.

La manifestation était prévue pour 14h00, mais des problèmes logistiques et la température ont retardé d'une heure le début de la marche. Cela n'a néanmoins pas refroidi le moral des manifestants et des manifestantes, au contraire. Vers 15h00, la foule survoltée a sillonné les rues de Québec en partant du Parc des Braves jusqu'à l'Assemblée nationale. «L'imposant cortège a atteint l'édifice vers 16h30, bien que quelques étudiants et étudiantes plus rapides avaient déjà atteint les lieux. Tout au long de la marche, des membres de la CSN (dont la FNEEQ) étaient de la manifestation. Il en est de même pour Jean-Marc Aussant d'Option Nationale, pour Amir Khadir de Québec Solidaire et pour un petit groupe portant la bannière du Parti Québécois.

Ce n'est pas le froid, le vent et la neige qui ont découragé les étudiantes et étudiants! Pour se réchauffer, l'imposant cortège a scandé avec une puissante énergie son opposition à la hausse des frais de scolarité décidée par le gouvernement en 2011. L'atmosphère était électrique, et la frustration de la communauté étudiante manifestante, palpable. De nombreux curieux semblaient d'ailleurs fort étonnés devant autant de bruit. En effet, les protestataires étaient si acharné-e-s à crier, chanter et exprimer leur colère que les discours prononcés durant la manifestation étaient presque inaudibles! Toutefois, si les manifestants et manifestantes étaient manifestement en colère, aucun dérapage n'a été commis durant la marche, et les grévistes procédaient pacifiquement.

Devant le Parlement

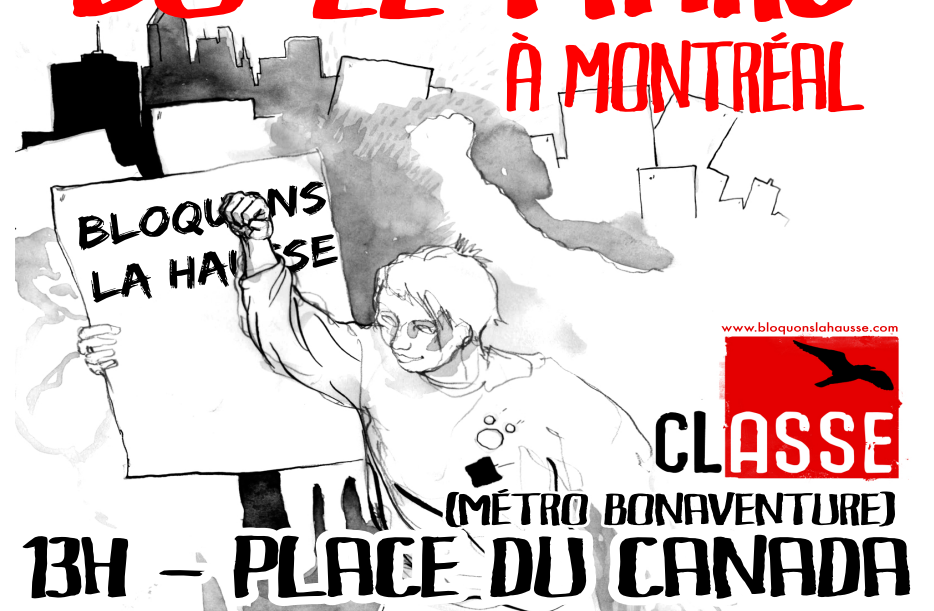
Une fois arrivée à destination, ils et elles se sont massé-e-s devant l'entrée principale de l'Assemblée nationale, mais une imposante clôture leur interdisait l'accès au site, et de nombreux policiers et agents de la Sûreté du Québec gardaient les lieux. Un petit groupe d'environ 300 étudiants et étudiantes a tenté de forcer la clôture et la ligne de policiers. C'est à ce moment qu'une première grenade lacrymogène a explosé, vers 16h45, mais les vents capricieux ont retourné les gaz vers les forces de l'ordre. Ainsi, ce sont surtout les agents de la paix qui ont été incommodés. Cela a laissé le champ libre au groupe de protestataires, qui a pénétré, pour une dizaine de mètres, dans le périmètre interdit d'accès.

À ce moment, une centaine de policiers et de policières de l'escouade antiémeute armé-e-s de matraques et équipé-e-s de masques à gaz ont surgi du Parlement et ont rapidement bloqué l'avance des étudiants et des étudiantes. À coup de matraques et en tirant d'autres grenades lacrymogènes, forces de l'ordre ont réussies à repousser le groupe au-delà du périmètre de sécurité et à disperser la plus grande partie des grévistes. Il était 17h00 lorsque les organisateurs et organisatrices de la manifestation ont appelé à la fin de la manifestation. L'altercation violente avec l'escouade antiémeute n'aura duré qu'une quinzaine de minutes.

On peut néanmoins se questionner sur la pertinence d'avoir utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule des grévistes. Qu'un député péquiste ait aussi été gazé démontre avec

quel aveuglement la répression frappe. L'utilisation de telles armes n'empêchera pas les grévistes de manifester leurs revendications, mais elle crée un schisme à même le mouvement entre celles respectant une certaine norme morale et ceux-ceux l'outrepassant. « Les personnes gazées n'avaient pas à se trouver là et il faut être en mesure de réfréner les débordements », diront certains et certaines. Contre cette pensée facile, nous répondrons que tant et aussi longtemps que l'État nous enverra son bras armé pour négocier, de tels événements sont inévitables. Avec maintenant plus de 100 000 étudiantes et étudiants en grève, un mouvement qui grandit chaque jour en importance, ce n'est pas par la force et la violence que le gouvernement réussira à briser l'ardeur communauté étudiante, mais c'est en s'ouvrant au dialogue, en écoutant ce que nous demandons et en prenant compte de ses responsabilités que ce dernier pourra faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent plus.

MANIFESTATION NATIONALE DU 22 MARS À MONTRÉAL



FRAIS DE SCOLARITÉ

La hausse touchera plus les femmes

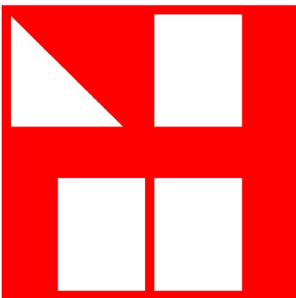
MYRIAM LARDIE, ÉTUDIANTE EN ANTHROPOLOGIE

C'est ce que démontre la nouvelle recherche sur le sujet publiée en février 2012 par l'Institut Simone de Beauvoir de l'Université Concordia, l'homologue du Centre des femmes de l'UQAM. Cet institut, qui a pour mandat d'étudier les questions de justice sociale et de féminisme, considère que les approches féministes font partie d'une méthodologie permettant de conceptualiser les problèmes sociaux de façon différente et finalement de se battre pour le changement social en fonction de ces analyses.

Dans sa recherche, l'Institut rappelle que la décision d'augmenter les frais de scolarité fait partie d'une politique néolibérale plus large dans laquelle l'État diminue sa participation dans le financement des services sociaux et engage un discours de rentabilité ainsi que de logique marchande dans sa conception de l'éducation et des services publics. Or, n'importe quelle politique néolibérale touche avant tout les femmes. Les femmes dépendent en effet plus des services sociaux garantis par l'État, car elles sont à la base plus vulnérables en raison des inégalités structurelles construites au fil du temps entre les sexes. Par exemple, selon des statistiques de 2008, les femmes ne gagnent en moyenne encore que 71% du salaire des hommes. Pour la même dette que les hommes, les femmes devront travailler plus longtemps et devront payer davantage d'intérêts qui s'ajouteront selon le temps mis à rembourser cette dette. Les femmes gagneraient donc moins d'argent, mais devraient potentiellement payer plus pour le même diplôme. Ainsi, la hausse des frais de scolarité aurait un caractère tout à fait discriminant pour les femmes, puisqu'elle accroît ultimement les inégalités entre les femmes et les hommes. La problématique s'élargit encore plus quand nous considérons les différences entre les familles monoparentales, dont les responsables sont encore majoritairement des femmes, et les familles biparentales. Pour le même diplôme, une famille biparentale accordera 10% de ses revenus, alors que le ou la chef d'une famille monoparentale devra accorder 18% de son salaire.

N'oublions pas également que n'importe quelle hausse des frais de scolarité diminuera un peu plus la diversité sociale au sein des universités. Déjà, nous pouvons constater une différence dans la provenance sociale des étudiantes et diplômées, par exemple au niveau des femmes autochtones dont seules 9% obtiennent un diplôme

DÉCOUVREZ FERMAILLE



FERMAILLE

FERMAILLE EST UNE PLATEFORME DE CRÉATION, D'ÉCHANGE ET DE DÉBAT AYANT POUR BUT DE RÉUNIR LES FORCES D'INVENTIVITÉ À L'ÉCHELLE DU QUÉBEC. L'ÉQUIPE ESPÈRE DONNER NAISSANCE À UN PROJET COLLECTIF EN LIMITANT L'ISOLEMENT DES MOUVEMENTS DE MOBILISATION ET EN FACILITANT LA CIRCULATION DES IDÉES.

WWW.FERMAILLE.COM

universitaire, contre 20% pour les femmes non autochtones. En se basant sur cet exemple, les membres du corps professoral de l'Institut de Beauvoir rappellent ainsi que la diversité des vécus dans les classes est un enjeu important pour l'éducation, car elle permet d'aider les étudiantes et étudiants à enrichir leur sens de la recherche critique et du dialogue, ainsi que leurs différentes compétences et capacités d'analyse.

Ainsi, en considérant les impacts liés à la hausse, non seulement les étudiantes et étudiants, mais aussi le corps professoral de l'Institut réclament « un régime qui assurera aux femmes et aux hommes du Québec un accès égal aux études universitaires, dès maintenant et dans le futur », et donc, un accès universel et gratuit aux études. Elles et ils précisent également que les universités ne sont pas sous-financées mais plutôt mal-financées et qu'un débat de fond sur la redistribution des ressources de l'État s'impose. On pourra ainsi penser par exemple aux primes accordées aux sociétés d'État qui en 2010 ont atteint 105 000 000\$. De plus, selon les chercheur-e-s de l'Institut, le Québec dispose de richesses, notamment naturelles, qui pourraient permettre de faire de l'accès équitable aux universités une priorité politique.

Rappelons enfin que les féministes se sont toujours battues pour un accès plus égalitaire à l'éducation, notamment car l'éducation est un des piliers dans la réduction des inégalités entre les sexes. D'abord, parce que l'éducation permet aux femmes d'accroître leurs possibilités, mais aussi et surtout, car l'éducation transforme les individus, développe leur sens critique et leurs réflexions sur le monde qui les entoure. Tant que les personnes privilégiées ne reconnaissent par leurs privilèges, ou que les personnes en position d'infériorité ne reconnaissent pas qu'ils et elles intériorisent cette infériorité, les inégalités continuent et s'accroissent. C'est pourquoi l'éducation gratuite et accessible à tous et à toutes est une des bases d'une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

ÉTUDIANTES, MANIFESTEZ-VOUS!

LE 8 MARS, DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES, LA CLASSE APPELLE TOUTES LES ÉTUDIANTES ET TOUTS LES ÉTUDIANTS SOLIDAIRES À UNIR LEUR VOIX POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES. VOUS POUVEZ CONSULTER, SUR INTERNET, LA LISTE DES MANIFESTATIONS ET ACTIONS AYANT LIEU CETTE JOURNÉE-LÀ:

BLOQUONSLAHAUSSE.COM/CALENDRIER/

RÉFLEXIONS FÉMINISTES

La CLASSE, féministe, mais jusque où ?

CÉLINE HEQUET, ÉTUDIANTE EN SOCIOLOGIE

La CLASSE, et surtout l'ASSÉ, provoquent parfois la risée d'autres associations étudiantes par ses mesures d'alternance homme femme ou son comité femmes. Quel malaise se cache derrière une telle réaction? A-t-on peur des revendications qui dépasseraient le simple accès à l'éducation et qui ratisseraient un peu trop large dans l'ordre social établi?

En effet, il serait bien honteux d'admettre que, dans une société où « avancée » comme la nôtre, on puisse encore discriminer des gens en fonction de leur biologie. Que ce soit la race, le sexe, un handicap, nous sommes toujours prompts et prompts à crier « tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. » L'externe de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), l'a dit : « Je suis aussi capable qu'un homme d'aller en avant et de parler au micro. » Eh bien, bravo à Mme Mircelle Mercier-Roy, qui a su s'émanciper du patriarcat! Pour la plupart des autres, on nous a habillés de rose dès notre plus jeune âge, on nous a fourré une poupée dans les bras pour nous préparer à notre futur rôle de femme au foyer, on nous a dit qu'il fallait être belles et respectables, que les hommes n'aimaient pas les femmes faciles, que dire des gros mots, se battre, se rouler dans la boue ou changer des ampoules, ça, c'était pour les garçons.

Que constate-t-on aujourd'hui?

Malgré les mesures de discrimination positive employées à l'ASSÉ, comme à la CLASSE, la file du micro hommes est toujours plus longue que celle du micro femmes. Ces dernières ont trop souvent un tremolo dans la voix lorsqu'elles prennent la parole, comme si elles se demandaient qu'est-ce qu'elles foutaient là plutôt que devant les fourneaux. Dans les manifestations, les slogans sont presque systématiquement criés par des hommes. Au sein de notre conseil exécutif national, presque uniquement des hommes (merci à Élise Carrière-Martin, Secrétaire aux relations internes, de nous sauver la face). Un comité femmes qui démissionne presque systématiquement. (Que se passe-t-il?)

La féminisation, un vernis insuffisant

Autant que l'habit ne fait pas le moine, la féminisation ne fait pas le ou la féministe. Pour illustrer mon propos, une anecdote. Lorsque je suis allée assister à la fameuse émission de Tout le monde en parle (dont tout le monde a effectivement parlé) avec des militants et militantes que je ne connaissais pas pour la plupart, je n'ai pas été présentée, à peine saluée, personne n'a su de quelle association j'étais, ni même si j'étais militante. J'étais seulement « l'ame de » - une fioriture, presque. Pourtant, tous ces beaux militants et militantes ont féminisé chacun de leurs propos politiques lors de la discussion que nous avons eue après l'émission. Est-ce normal? Féministes, retrousser vos manches, on a pas mal plus de boulot à faire que de lever des pancartes de féminisation dans des assemblées générales! Reconnaître l'existence des femmes dans nos propos, c'est bien beau - encore faudrait-il la reconnaître dans nos actions.

Le canard boiteux de l'ASSÉ

Aborderons-nous ce sujet tabou? Que se passe-t-il avec le comité femmes de l'ASSÉ? Pourquoi s'organise-t-il sous un autre nom en

dehors des structures de l'Association? J'ose avancer qu'il faudrait revoir nos structures... et notre capacité à dialoguer. Trop souvent, j'ai entendu parler du comité femmes comme d'un comité dénonciateur, accusateur. Les féministes de l'ASSÉ sont-elles en croisade contre les hommes ou désirent-elles leur faire comprendre ce que c'est que d'être du « sexe faible »? Comment on se sent quand on entend notre voix trembler au micro et qu'on se met à dire n'importe quoi? Comment on se sent quand un homme est choisi à notre place pour une tâche que nous aurions mieux exécutée? Comment on se sent quand notre article a été tellement corrigé qu'on y reconnait à peine notre plume? La communication ne semble pas se faire adéquatement. Comme lorsque l'on fait de la « mob » agressive, chacun et chacune reste campé sur ses positions.

Revoir nos structures

Si le comité femme de l'ASSÉ veut survivre, j'ose avancer que seules les femmes devraient se prononcer sur les décisions du comité femmes, sans quoi les accusations de machisme continueront de fuser et les élues, de démissionner. En effet, quelle est la légitimité d'un homme qui corrige et commente un article qui dénonce justement ce pouvoir qu'il a sur la femme et que la femme n'a pas sur lui? Peut-on envisager que TOUTS les comités soient obligatoirement mixtes? Si l'ASSÉ veut combattre le sexisme dans la société québécoise, elle doit commencer par faire vivre le féminisme en son propre sein. La polémique est lancée - à vous d'en débattre, maintenant.

PARTOUT, on veut nous faire taire.

PARTOUT, nous résistons!

MANIFESTATION INTERNATIONALE pour le droit à l'éducation

À Montréal:
Mardi 13 mars à 13h
au Square Victoria

① Square Victoria

